

24 MARS 2023

Arrêté préfectoral complémentaire
portant modification des conditions d'exploitation
de la carrière de granite
située lieux-dits *Le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet*
du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme.

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement et notamment :
- le livre I – titre VIII, parties législative et réglementaire, relatifs aux procédures administratives ;
 - le livre II – titres I et II, parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;
 - le livre V – titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension d'une carrière de granite située lieux-dit *Le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet* du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2018 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de granite susvisée située lieux-dit *Le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet* du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation autorisées par l'arrêté préfectoral susvisé du 3 juin 2016, déposé le 12 décembre 2022 en préfecture du Tarn ;
- Vu** le courrier adressé le 1^{er} mars 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission précitée;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 20 février 2023 ;

Considérant que les activités de l'exploitation en fosse avec une foreuse et des scies à fils diamantées sont localisées sur une surface d'environ 6 000 m² située au Sud-Est de l'emprise de la carrière susvisée autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 ;

Considérant l'approfondissement jusqu'à 100 m en dessous du terrain naturel ne concerne que 16 puits d'un diamètre unitaire de 2,4 m ;

Considérant que l'extraction en fosse est réalisée sur une profondeur de 50 m en dessous du terrain naturel, sur une emprise de 44,4 m par 8,4 m ;

Considérant que la foreuse fonctionne à l'intérieur d'une tour de forage qui est bardée ;

Considérant que l'exploitation en fosse est sous couvert d'un bâtiment qui suit l'avancée des travaux d'extraction ;

Considérant que la production maximale de la carrière susvisée autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 est inchangée et demeure à 20 000 t/an ;

Considérant que le phasage de l'exploitation de la carrière susvisée autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 est inchangé ;

Considérant que la durée de l'exploitation en fosse est de 8 ans et qu'elle s'inscrit dans la période de l'autorisation de la carrière susvisée ;

Considérant que la remise en état de la fosse et des puits issus de l'extraction est réalisée par comblement avec des stériles en provenance de la carrière susvisée autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 ;

Considérant que les garanties financières associées à cette exploitation en fosse sont calculées selon une évaluation détaillée prenant en compte le comblement de la fosse et le démantèlement des installations ;

Considérant que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn.

ARRÊTE

Article 1 : Abrogation

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2018 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de granite située lieux-dit *Le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet* du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme, sont abrogées.

Article 2 : Durée de l'autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent pour une durée de 8 ans à compter de sa notification.

Article 3 : Emprise des activités

L'emprise d'environ 6 000 m² des activités est située sur la parcelle cadastrée section A n°1060, lieu-dit *Le Plo du Sidobre* de la commune de Saint-Salvy de la Balme (Cf. **Annexe 1**).

Article 4 : Emprise des travaux

La zone exploitée en approfondissement présente une emprise rectangulaire de 44,4 m par 8,4 m. Elle se situe à l'intérieur d'une zone plus large de 60 m par 14 m qui renferme les machines, la tour de forage, le bâtiment, l'atelier et le stockage des blocs extraits.

Article 5 : Schéma de l'approfondissement

L'extraction en approfondissement est constituée de 16 puits verticaux de profondeur maximale de 100 m et de diamètre unitaire de 2,4 m.

L'extraction entre les puits est limitée aux 50 premiers mètres de profondeur et constitue une fosse parallélépipédique de dimensions maximales de 44,4 m x 8,4 m x 50 m de hauteur.

La cote minimale d'extraction des puits est de **452 m NGF**.

Article 6 : Phasage

Le phasage de l'extraction en puits et en fosse est indépendant de celui de la carrière. Il se superpose aux phases 2 et 3 de l'autorisation susvisée du 3 juin 2016 qui s'étendent du 3 juin 2021 au 2 juin 2031.

Article 7 : Plan d'exploitation

Un plan de l'exploitation spécifique à cette zone exploitée en approfondissement est établi à l'échelle 1/100^e. Il indique les travaux réalisés (puits et fosse) ainsi que tous les aménagements utiles à l'exploitation (bassins, bâtiments, pistes, etc..) qui figurent sur la zone définie à l'**article 3**.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Article 8 : Horaires de fonctionnement

Les horaires de fonctionnement des machines nécessaires à l'exploitation de la zone définie à l'**article 4**, sont de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 du lundi au vendredi **lors des premiers forages**.

Sous réserve du respect des dispositions prescrites aux **articles 9 et 10**, ces horaires sont étendus du lundi 0h00 au samedi 24h00.

Seules les machines suivantes sont autorisés à fonctionner en période nocturne :

- la foreuse avec son treuil et ses dispositifs de découpe du granite,
- les scies à fils diamantés,
- le pont roulant.

Article 9 : Niveaux acoustiques

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 10 : Contrôle des niveaux de bruits

Dès le début du forage du premier puits, lors des premiers 10 mètres d'enfoncement de la foreuse, un contrôle des niveaux sonores est effectué à proximité des habitations situées :

- au Sud, lieu-dit « *Le Rouquis* »,
- à l'Ouest, lieu-dit « *Martoulet* ».

Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Sous réserve du respect des seuils réglementaires en période diurne de 7h à 22h, l'exploitant fait un nouveau contrôle des niveaux sonores en période nocturne de 22h à 7h.

Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Sous réserve du respect des seuils réglementaires en période nocturne, l'exploitant peut alors étendre les horaires de fonctionnement des machines de découpe du granite (foreuse et scies à fils diamantés) de la zone en exploitation définie à l'article 4, à ceux spécifiés à l'article 8.

L'exploitant contrôle de nouveau les niveaux de bruit émis par les machines de l'exploitation en fosse en période diurne et en période nocturne, dès qu'il est en mesure d'extraire le granit entre les puits. Ce contrôle est réalisé lors du fonctionnement simultané de la foreuse et des scies à fil diamanté. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Article 11 : Surveillance de la stabilité du massif

Dans la zone d'exploitation définie à l'article 4, l'exploitant consigne dans un registre toute anomalie rencontrée lors du forage des puits (écoulement d'eau, faille, glissement du massif, etc..).

Lors de l'extraction menée entre les puits, tous les 15 m d'approfondissement, un géologue externe à la société exploitante, réalise une inspection visant à relever les éléments susceptibles d'engendrer une déstabilisation du massif.

L'exploitant consigne dans un registre, qui peut être le même que celui énoncé ci-dessus, les résultats de cette inspection. Ce ou ces registres seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où un risque de glissement est identifié, l'exploitation de la fosse est arrêtée et l'inspection des installations classées est aussitôt prévenue. L'exploitant mandate un géotechnicien pour effectuer une analyse précise des risques et propose des moyens à mettre en place pour poursuivre les travaux. Cette analyse fait l'objet d'un rapport soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées de la DREAL, avant la reprise des travaux.

Article 12 : Éclairage de la zone d'exploitation

En période nocturne, sur l'emprise des activités définie à l'article 3, l'éclairage est limité à l'intérieur des structures (bâtiment et tour de forage) et ponctuellement à son entrée pour assurer la sécurité des employés.

Article 13 : Remise en état

La remise en état des zones exploitées est réalisée par comblement jusqu'au terrain naturel avec des stériles de granite issus de la carrière en complément des stériles produits par l'extraction en puits et en fosse.

Elle comprend le démantèlement et l'évacuation des structures utilisées (tour, bâtiment) ainsi que le nettoyage de la zone définie à l'article 3.

Elle est menée au terme de l'extraction de la fosse et achevée au plus tard à l'échéance de l'arrêté d'autorisation défini à l'article 2.

Article 14 : Garanties financières

GF 1 : Montant des garanties financières

L'exploitant établit des garanties financières spécifiques pour la remise en état des travaux menés dans la zone d'exploitation définie à l'article 2. Ces garanties viennent en compléments de celles de la carrière.

Ces garanties additionnelles sont de :

| Période | Montant |
|---|----------|
| De la notification de cet arrêté jusqu'au 2 juin 2026 | 28 084 € |
| Du 3 juin 2026 au 2 juin 2031 | 50 584 € |

Ces montants sont indexés sur l'indice TP 01 des travaux publics base 2010 de novembre 2022 (127,3).

Pour la période considérée, l'exploitant établit un seul document constituant les garanties financières de la carrière d'un montant égal à la somme de celui défini ci-dessus et de celui prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 3 juin 2016.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

GF 2 : Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins **6 mois** avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet

2012 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'**article GF 1** ci-dessus ;
- augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans.

L'actualisation des garanties financières est réalisée systématiquement par l'exploitant sans demande de l'administration. Elle est conforme à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'**article GF 4** ci-dessous.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières. Elle est portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

GF 3 : Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnés au IV de l'article R. 516-2, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

GF 4 : Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

GF 5 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation après que les travaux de remise en état tels que définis dans le présent arrêté et couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

La constatation de la conformité de la remise en état de la carrière est faite par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspection des installations classées et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière.

Le préfet lève l'obligation des garanties financières par un arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 15 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Article 16 : Mesures de publicité

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy de la Balme en vue de l'information des tiers.
- Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

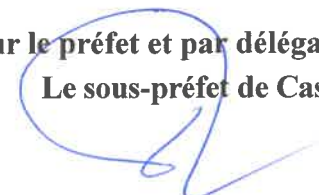
Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Salvy de la Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société Les Granits de Sept-Faux à Castres.

Fait à Albi, le

24 MARS 2023

**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,**



François PROISY